



## CHAPITRE 88

Loi modifiant la Loi constituant en corporation la ville de Sainte-Foy

[Sanctionnée le 30 janvier 1953]

Préambule.

**A**TTENDU que la ville de Sainte-Foy, a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 13 George VI, chapitre 101, soit modifiée aux fins de lui donner de plus amples pouvoirs;

Attendu que l'établissement de la Cité Universitaire par l'Université Laval de Québec dans une partie du territoire municipal de Sainte-Foy amène des développements nouveaux que le conseil de ville n'a pu prévoir lorsqu'il a édicté sa réglementation;

Attendu que la construction d'un hôpital et de nombreuses maisons pour les vétérans amène un développement nouveau et imprévu dans une partie de la municipalité;

Attendu que ces développements augmentent la population avec la conséquence qu'il est nécessaire d'améliorer ou d'extensionner certains services publics existants; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans sadite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Règlement de zonage.

**1.** Sans autre formalité que l'approbation du conseil de ville, la publication du

## CHAPTER 88

An Act to amend the Act to incorporate the town of St. Foy

[Assented to, the 30th of January, 1953]

Preamble.

**W**HEREAS the town of St. Foy has, by its petition, represented that it is in the interest of the town and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 13 George VI, chapter 101, be amended in order to grant it increased powers;

Whereas the establishment of the University Centre by Laval University of Quebec in a part of the municipal territory of St. Foy has brought about new developments which the town council could not foresee when it provided for the regulation thereof;

Whereas the construction of an hospital and of many houses for veterans has produced a new and unforeseen development in a part of the municipality;

Whereas such developments increase the population, with the resulting necessity of improving or enlarging some existing public services; and

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Without other formality than the approval of the town council and of the

Zoning by-law.

règlement en la manière ordinaire et l'approbation du ministre des affaires municipales, le conseil de la ville de Sainte-Foy est autorisé à adopter un règlement de construction et de zonage modifiant ou remplaçant le règlement numéro 113 adopté par le conseil le 23 mars 1945, et ledit nouveau règlement ne pourra être amendé, modifié ou abrogé que conformément au deuxième alinéa du paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 426 de la Loi des cités et villes.

Contrat  
validé.

**2.** Le contrat intervenu entre la ville de Sainte-Foy et Sa Majesté le Roi aux droits du Canada le 26 septembre 1949, relativement à la construction de l'Hôpital et d'un centre d'habitation des Anciens Combattants et aux services municipaux requis à cette fin, est déclaré légal et valide, subordonné à l'approbation de la Commission municipale de Québec.

Idem.

**3.** Le contrat intervenu entre la ville de Sainte-Foy et la Société Centrale d'Hypothèque et de Logement le 19 juin 1952, relativement à la construction de certains services municipaux et notamment ceux d'aqueduc et d'égout pour desservir les maisons du département de la défense nationale, est déclaré légal et valide, subordonné à l'approbation de la Commission municipale de Québec.

Contrat  
autorisé.

**4.** Subordonné à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, la ville de Sainte-Foy est autorisée à signer un contrat conforme au projet dont elle a fixé les termes, clauses et conditions avec Sa Majesté la Reine aux droits du Canada, en date du 5 juin 1952, relativement à la construction de deux cents logements pour accommoder le personnel des forces armées du Canada et leurs familles.

S.R.,  
c. 233,  
a. 64,  
rempl.  
pour la  
ville.

**5.** L'article 64 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Sainte-Foy, par le suivant:

Frais de  
représentation.

**"64.** Le conseil municipal, sur simple résolution, est autorisé à accorder annuellement, des frais de représentation au montant de mille dollars, pour le maire et

Minister of Municipal Affairs and the publication of the by-law in the ordinary manner, the council of the town of St. Foy is authorized to pass a building and zoning by-law amending or replacing by-law number 113 passed by the council on the 23rd of March 1945, and the said new by-law cannot be amended, changed or repealed except in accordance with the second subparagraph of paragraph 1 of section 426 of the Cities and Towns Act.

Contract  
validated.

**2.** The contract entered into between the town of St. Foy and His Majesty the King in the right of Canada on September 26th 1949, respecting the construction of the Veterans' Hospital and housing centre and the municipal services required for such purpose, is declared legal, valid and binding, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission.

Idem.

**3.** The contract entered into between the town of St. Foy and the Central Mortgage and Housing Corporation on June 19th, 1952, respecting the construction of certain municipal services, and in particular the waterworks and sewers services for the houses of the Department of National Defence is declared legal and valid subject to the approval of the Quebec Municipal Commission.

Contract  
author-  
ized.

**4.** Subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission, the town of St. Foy is authorized to sign a contract in conformity with the draft whereof it has determined the terms, clauses and conditions, with Her Majesty the Queen in the right of Canada under date of the 5th of June, 1952, respecting the construction of two hundred dwellings for the accommodation of personnel of the armed forces of Canada and their families.

R.S.,  
c. 233,  
s. 64,  
replaced  
for town.

**5.** Section 64 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of St. Foy, by the following:

Attend-  
ance ex-  
penses.

**"64.** The municipal council on mere resolution, is authorised to grant annually, attendance expenses to the amount of one thousand dollars, for the mayor, and of

de cinq cents dollars, pour chaque échevin. Ces montants sont payables mensuellement. Le présent article aura effet à compter du 1er février 1953.

Dépenses  
réelles de  
voyage.

En plus, le maire et les échevins pourront être remboursés des dépenses réelles de voyage qu'ils auront faites dans l'intérêt de la municipalité et en vertu d'une résolution du conseil."

S.R.,  
c. 233,  
a. 135,  
rempl.  
pour la  
ville.

**6.** L'article 135 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Sainte-Foy, par le suivant:

Époque  
de la con-  
fection.

"**135.** Chaque année, avant le 15 décembre, le greffier dresse ou fait dresser sous sa direction, de la manière ci-après indiquée, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité, et possédant le cens électoral requis."

Délais.

**7.** Les délais d'examen, de mise en vigueur et d'appel au juge quant à la liste des électeurs courent en tenant compte de la date prévue à l'article précédent pour sa préparation.

S.R.,  
c. 233,  
a. 446,  
rempl.  
pour la  
ville.

**8.** L'article 446 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Sainte-Foy, par le suivant:

Tuyaux  
de distri-  
bution.

"**446.** La municipalité pose le tuyau de distribution jusqu'à l'alignement de la rue et a le droit d'exiger du propriétaire la taxe de l'eau quand même ce dernier refuse ou néglige de raccorder ce tuyau avec sa maison ou son bâtiment.

Lots non  
bâties.

Dans le cas d'un lot non bâti, la taxe d'eau peut être imposée sur une lisière de cent pieds en profondeur de ce lot en front d'un chemin, d'une rue ou avenue, suivant la valeur réelle de ladite lisière portée au rôle d'évaluation mais le montant annuel de ladite taxe ne devra pas excéder quatre pour cent de la valeur réelle de ladite lisière, et de plus, dans ce cas, la cité ne sera pas tenue de poser les tuyaux de distribution jusqu'à l'alignement

five hundred dollars, for each alderman. Such amounts shall be payable monthly. This section shall have effect from the first of February, 1953.

In addition, the mayor and the aldermen may be reimbursed the actual travelling expenses they shall have made in the interest of the municipality and in virtue of a resolution of the council."

Actual  
travelling  
expenses.

**6.** Section 135 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of St. Foy, by the following:

S.R.,  
c. 233,  
s. 135,  
replaced  
for town.

"**135.** Prior to the fifteenth of December of each year, there shall be prepared by the clerk, or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the names of persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality and qualified to be entered in the electoral list."

Time  
of pre-  
paration.

**7.** The delays for the examination, the coming into force and the appeal to a judge respecting the electoral list shall run in taking into account the date provided for in the preceding section for its preparation.

Delays.

**8.** Section 446 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of St. Foy, by the following:

S.R.,  
c. 233,  
s. 446,  
replaced  
for town.

"**446.** The municipality shall lay the distribution pipe to the line of the street, and may exact the payment of the water-rate from the property-owner, even although the latter refuses or neglects to connect such pipe with his house or building.

Laying  
pipe, etc.

In the case of a lot not built upon, the water-rate may be imposed on a strip of one hundred feet in depth of such lot fronting a road, street or avenue, according to the real value of such strip entered on the valuation roll, but the annual amount of the said rate shall not exceed four per cent of the real value of the said strip, and moreover, in such case, the city shall not be bound to lay the distribution pipes to the line of the

Lots not  
built  
upon.

ment de la rue pourvu que les maîtres tuyaux des systèmes d'aqueduc et d'égout soient établis dans le chemin, la rue ou avenue en front de tel lot non bâti. Quelle que soit la valeur de ladite lisière, le montant annuel de la taxe ci-dessus mentionnée ne devra pas être inférieure à onze dollars."

street provided that the main pipes of the waterworks and sewer systems be established in the road, street or avenue fronting such lot not built upon. Whatever may be the value of the said strip, the annual amount of the rate above-mentioned shall not be less than eleven dollars."

Validation.  
tion.

**9.** Les travaux publics, permanents et urgents exécutés pour fins de protection contre les incendies et de prolongement d'aqueduc, sans aucune appropriation particulière de fonds, et les paiements faits pour couvrir l'escompte sur les obligations, l'impression des titres, les intérêts et le remboursement pendant la construction, jusqu'à concurrence d'une somme totale de deux cent vingt-six mille deux cent trente-huit dollars et quatre-vingts cents, avec les argents restés disponibles sur le produit de l'emprunt effectué sous l'autorité du règlement numéro V-5, après complément des travaux autorisés par ledit règlement, sont déclarés avoir été faits légalement et l'emploi de ladite somme à ces fins est également validé.

**9.** The public permanent and urgent works for fire protection purposes and water-works extension, with no special appropriation of moneys, and the payments made to cover the discount on the debentures, the printing of the documents of title, interest and repayment during construction, up to a total amount of two hundred and twenty-six thousand two hundred and thirty-eight dollars and eighty cents, with the moneys remaining available from the proceeds of the loan contracted under the authority of by-law number V-5, after completion of the works authorized by the said by-law, are declared to have been made legally, and the use of the said amount for such purposes is also validated.

Validation.  
tion.

Emprunt  
autorisé.

**10.** Nonobstant toute loi à ce contraire, la ville de Sainte-Foy est autorisée, sujet à l'approbation préalable du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, à contracter un emprunt par émission d'obligations, au montant de cent onze mille dollars, pour consolider certaines dépenses faites au compte capital et résultant de l'exécution de travaux publics, permanents et urgents de voirie, d'égout et de restauration à la salle publique, y compris l'achat de terrains et des frais de finance.

**10.** Notwithstanding any law to the contrary, the town of St. Foy is authorized, subject to the prior approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec Municipal Commission, to contract a loan by issuing debentures, to the amount of one hundred and eleven thousand dollars, in order to consolidate certain capital expenses incurred and resulting from the execution of permanent and urgent public works for roads, sewers and restoration of the public hall, including the purchase of lands and financing expenses.

Loan au-  
thorized.

Idem.

**11.** Nonobstant toute loi à ce contraire et sujet à l'approbation préalable du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, la ville de Sainte-Foy est autorisée à emprunter annuellement, pour une période de cinq ans à compter du 1er janvier 1953, par émission d'obligations ou autrement:  
a) une somme n'excédant pas cinquante mille dollars pour la construction ou réfec-

**11.** Notwithstanding any law to the contrary and subject to the prior approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec Municipal Commission, the town of St. Foy is authorized to borrow annually, during a period of five years as from the 1st of January 1953, by issuing debentures or otherwise:

Idem.

a. a sum not exceeding fifty thousand dollars for permanent construction or

tion permanente de chaussées publiques rebuilding of public roadways including  
comprenant rues, chaînes de rues et streets, curbs and sidewalks; and  
trottoirs; et

b) une somme n'excédant pas cent mille b. a sum not exceeding one hundred  
dollars pour le prolongement d'aqueduc et thousand dollars for the extension of the  
d'égouts et du système de protection waterworks and sewers and the fire pro-  
contre les incendies. tection system.

Entrée en  
vigueur.

**12.** La présente loi entrera en vigueur  
le jour de sa sanction.

**12.** This act shall come into force on <sup>Coming</sup>  
the day of its sanction. into force.